**Perspectives de gestion du conflit du Sahara occidental à la lumière
d'expériences internationales**

**Prospects for the management of the conflict in Western Sahara in the
light of international experiences**

Nardjes FLICI

École Nationale Supérieure des Sciences Politiques (Algérie)

flici.nardjes@yahoo.fr

Date de réception: 06/10/2022 Date d'acceptation: 19/03/2022 Date de publication : 06/06/2019

Résumé :

L'impasse que connaît la gestion du conflit du Sahara occidentale, nous éclaire au sujet de la pertinence de son processus de règlement, entamé depuis 1991. Dans un contexte évolutif et de reconfigurations régionales et internationales, en mutation continue, une relecture des différentes perspectives possibles de gestion du conflit du Sahara occidental semble toute indiquée. Le but étant d'identifier des dispositions qui amèneraient à redynamiser le processus de décolonisation des territoires sahraouis.

Cette analyse nous renseigne que les règles du jeu ne sont pas figées dans le temps. Ainsi la politique du fait accomplis pratiquée par la Maroc, pourrait n'être qu'illusoire dans un système biaisé par une Realpolitik qui se veut aussi rationnelle que pragmatique.

Mots clés : Sahara Occidental, Maroc, conflits internationaux, Autonomie, Autodétermination.

Perspectives de gestion du conflit du Sahara occidental à la lumière d'expériences internationales

Abstract:

The impasse in the management of the Western Sahara conflict highlights the relevance of the resolution process that began in 1991. In a continuously evolving context, regional and international developments, a review of the Western Sahara conflict seems appropriate. This review of the conflict aims to identify solutions to achieve the decolonization of the Sahrawi territories.

This paper argues that the resolution process should evolve with time. Therefore, the status quo policy adopted by the Moroccan Government thus far can only be interpreted as an illusion in a system biased by Realpolitik which should be both rational and pragmatic.

Keywords: Western Sahara; Morocco; international conflicts; Autonomy; Self-determination.

Auteur expéditeur : Nardjes FLICI

1. Introduction :

L'histoire et l'évolution de certains conflits, liés au droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, constitueraient des pistes non négligeables pour trouver une issue favorable au conflit du Sahara Occidental. Le but étant d'identifier des conjonctures propices à même de relancer le processus de gestion du conflit.

Pour ce faire, nous nous sommes appuyés sur deux méthodes d'analyses distinctes. La première consistant en une étude comparative qui crée un parallèle avec des expériences de gestions de conflits internationaux présentant des similitudes de causalités avec le cas sahraoui. La seconde est une analyse des options résultants des mécanismes éprouvés (utilisés) et de l'évolution du processus de gestion du conflit du Sahara occidental lui-même.

Nous avons entamé notre étude par l'analyse de l'expérience timoraise, qui a connu des conjonctures presque identiques à celle du processus de colonisation du Sahara occidental, à quelques exceptions près : les deux anciennes colonies n'ont pas bénéficié d'une décolonisation conforme aux normes internationales et se sont retrouvées envahies par leurs voisins. Nous avons aussi mis en perspective l'expérience kosovare, où les belligérants étaient contraints d'accepter un plan de paix façonné par les États-Unis d'Amérique, qui ont par la suite reconnu un État qui a pourtant proclamé unilatéralement son indépendance, alors que le Sahara occidental n'a pas bénéficié de cette reconnaissance. Nous avons ensuite mis en perspective un scénario de partition du territoire, à l'image de celui proposé par le plan Baker. Ainsi, nous avons fait l'analyse du conflit israélo-

Perspectives de gestion du conflit du Sahara occidental à la lumière d'expériences internationales

palestinien qui nous instruit sur les éventuelles conséquences d'une telle option dans la gestion du conflit du Sahara occidental.

Concernant les deux dernières options que nous proposons, nous avons considéré qu'il était plus pertinent de se pencher sur les causes qui les ont engendrés, afin de dégager des recommandations propres à la singularité du conflit du Sahara occidental. Effectivement, la proposition d'une autonomie du Sahara occidental sous souveraineté marocaine, est venue parachever le plan de règlement initial, suite au sabotage par le Maroc de la procédure d'organisation d'un référendum d'autodétermination.

La dernière des propositions retenues, est celle d'un retour aux armes. Alors que le cessez-le-feu est rompu, cette proposition pourrait être un catalyseur d'envergure pour recadrer les déviations qui entachent le processus de gestion du conflit sahraoui, pour des considérations d'intérêts d'acteurs régionaux et internationaux.

2. La solution timoraise pour le Sahara occidental :

Une étude comparative du déroulement des deux conflits (timorais et sahraoui) permet de constater la similitude de l'importance stratégique et économique des deux territoires colonisés. Une importance vitale pour les colonisateurs, qui à leur tour ont une importance stratégique et géopolitique pour certaines puissances mondiales.

De part leur histoire, le Timor Oriental et le Sahara occidental partagent: l'abandon du territoire par la puissance coloniale, l'invasion et l'annexion par un voisin, la politique de répression menée par les forces d'occupation et le refus du droit à l'autodétermination,

Ancienne colonie portugaise, le Timor oriental accédant à peine à l'indépendance, est envahie et occupé par l'Indonésie, le 7 décembre 1975,

alors que la République du Timor-Est est proclamée le 28 novembre 1975. (Silva, 1997) Une invasion largement encouragés par le président des États-Unis Gérald Ford et Henri Kissinger son ministre des Affaires étrangères, qui se trouvaient en visite à Jakarta le 6 décembre 1975.

En 1998, le président Suharto est contraint de démissionner, des suites de la crise financière asiatique de 1997 qui a entraîné l'Indonésie dans une profonde dépression économique et sociale, (Saldanha, 2010) d'où le besoin pressant d'une aide internationale de 43 milliards de dollars sollicitée auprès du FMI. Pour l'obtenir, le nouveau président Habibie propose, en juin 1998, un référendum sur le statut du territoire du Timor Oriental. (De Koninck, Bernard, Comtois, & Foggin, 1999, pp. 280-283) Un an plus tard le 5 mai 1999 sous l'égide de l'ONU, l'Indonésie et le Portugal signent un accord qui prévoit un référendum d'autodétermination, le 30 août, qui ouvre la voie à l'indépendance.

Les résultats du referendum, en faveur de l'indépendance, sont reconnus par le président Habibie, mais cela n'a pas empêché l'armée de déclencher aussitôt une violente action punitive au Timor oriental. Le 20 octobre 1999, le nouveau régime indonésien d'Abdurrahman Wahid, plus démocratique, entérine enfin l'indépendance du Timor Oriental (Timor Lorosae). (Goy, 1999, p. 224)

L'ironie de l'histoire réside dans le fait que s'agissant du conflit timorais, il n'était à aucun moment question de référendum d'autodétermination, contrairement au cas sahraoui, pourtant ce sont bien les Timorais qui ont réussi à voter leur avenir et non les Sahraouis. Pourquoi le Timor Oriental a-t-il réussi là où le conflit Sahraoui a Stagné ?

Perspectives de gestion du conflit du Sahara occidental à la lumière d'expériences internationales

Hormis la similitude de nombre de données entre les deux conflits, trois points dissemblables sont à relever, trois divergences cardiales qui ont fait toute la différence sur l'issue du conflit :

1. L'implication du Portugal aux côtés de son ancienne colonie
2. Le changement du système politique indonésien
3. La crise économique indonésienne

3. Pour une solution Kosovare :

De prime abord tout sépare les conflits du Kosovo et celui du Sahara occidental, à un seul point près : l'unilatéralité de la déclaration de leur indépendance, avec manifestement des fortunes diverses. L'objectif de cette approche est donc de souligner la politique des « deux poids deux mesures » que pratiquent certaines puissances occidentales.

Les prémices du conflit du Kosovo remontent au XVII^e siècle, les Serbes du Kosovo ayant pratiquement cédé la place aux Albanais islamisés et aux Turcs. Pendant que les Serbes émigrèrent vers le Nord, notamment en Bosnie, les Albanais de l'actuelle Albanie furent attirés par les plaines fertiles du Kosovo. La Serbie retrouva son indépendance en 1878, mais sans le Kosovo, qui resta sous tutelle ottomane. (Feertchak, 2018).

Au XX^e siècle, en juillet 1945, l'armée de Tito parvient à écraser la résistance albanaise, le Kosovo devient à nouveau une entité administrative de la République de Serbie, d'abord « région autonome », puis élevée au rang de « province autonome » au statut confirmé dans la Constitution de 1974. (Dérens, 2005, pp. 24-25)

La quasi-indépendance des Kosovars accentua la xénophobie des dirigeants serbes. En mars 1989 le président de la Serbie, Slobodan Milosevic, décide d'abolir l'autonomie du Kosovo et instaure un régime

autoritaire et discriminatoire envers les Albanais – un véritable apartheid – plaçant la région sous le contrôle direct de l'armée fédérale. (Feertchak, 2018)

En 1996, de jeunes Albanais prennent le maquis et s'entraînent au combat. En février 1999, les États-Unis, la Russie et l'Union européenne imposent aux belligérants kosovars et serbes un plan de paix non négociable, mais la rencontre de Rambouillet (près de Paris) n'a pas donné les résultats escomptés. (Hebali, 2000)

Suite à l'échec de ces négociations, les bombardements sur la Yougoslavie commencèrent le 24 mars 1999 par des frappes aériennes de l'OTAN. Des offensives qui n'ont pas fait plier le président Milosevic et ont attisé le désir de vengeance serbe qui a accéléré la purification ethnique au Kosovo. Après onze semaines de bombardements de l'OTAN en Yougoslavie, le 9 juin, un accord obtenu à Cologne au sein du G8 a ouvert la voie à la paix.

Le 10 juin 1999, le retrait des forces serbes du Kosovo commençait. La guerre était terminée. (Miguel C. R., 2006) Trois semaines plus tard, l'ONU nommait un administrateur provisoire, une sorte de proconsul chargé d'administrer la province dévastée et d'instaurer la paix. Le Kosovo est alors devenu une sorte de protectorat provisoire de la communauté internationale.

En mars 2007, le médiateur chargé par les Nations unies de définir le statut le plus approprié pour le territoire kosovar déclarait que la seule solution pour assurer la viabilité économique et politique était l'indépendance. Les dirigeants politiques du Kosovo ont donné leur appui à ce scénario mais les autorités serbes y ont opposé une fin de non-recevoir.

Perspectives de gestion du conflit du Sahara occidental à la lumière d'expériences internationales

C'était l'impasse totale : la Serbie n'accordait qu'une grande autonomie, le Kosovo voulait l'indépendance.

Non réglée depuis huit ans, la question du Kosovo s'installe de nouveau au cœur de la politique internationale. Le président des Etats-Unis, George W. Bush, a alarmé les chancelleries en déclarant, grisé sans doute par un accueil triomphal à Tirana (Albanie) le 10 juin 2007, qu'il fallait savoir dire «assez !» quand des négociations se prolongeaient trop. Selon lui, le Kosovo devait bientôt déclarer unilatéralement son indépendance, que Washington reconnaîtrait sans attendre le verdict du Conseil de sécurité de l'ONU. (Ramonet, Kosovo, 2007) Le 17 février 2008, Le Kosovo déclare unilatéralement son indépendance, avec l'appui des grandes puissances.

Au lendemain de la déclaration de l'indépendance du Kosovo, celle-ci est reconnue par les pays occidentaux, alors que la Russie demandait à l'ONU de la déclarer «nulle et non avenue».

Cependant, le conflit persiste entre la Serbie et le Kosovo concernant l'indépendance de ce dernier, ce qui empêche le Kosovo d'adhérer à l'ONU et à d'autres institutions internationales, et maintient les deux pays en dehors de l'UE. Jusqu'en 2021, 92 pays de l'ONU ont formellement reconnu le Kosovo comme un État indépendant (État qui n'est Cependant reconnu ni par l'ONU ni par l'Union européenne).

Ainsi, il semble plus qu'évident que la politique des «deux poids deux mesures» que pratique la communauté internationale à l'heure de faire face aux processus d'indépendance dans le monde, devient monnaie courante lorsqu'il s'agit des intérêts de puissances mondiales.

4. La partition du Sahara occidental :

La solution de partage du territoire sahraoui entre le Maroc et le Sahara occidental est proposée en 2002, par James Baker, représentant personnel de Kofi Annan. Le Conseil de sécurité devait étudier quatre propositions et en choisir une pour en faire un plan de règlement du conflit du Sahara occidental. L'idée du plan Baker était alors d'imposer une issue/solution parmi les propositions de James Baker, sans consulter ni la population ni les autorités sahraouis ou marocaines, dans le non respect manifeste du droit à l'autodétermination du peuple sahraoui.

Une pratique qui rappelle que dans son histoire, l'ONU a déjà eu à imposer ce genre de décision, dans un total déni des principes de sa charte, dont celui du droit des peuples à disposer d'eux même.

Ce n'est pas sans rappeler que la question de la Palestine avait été portée devant l'Assemblée générale par le Royaume-Uni au lendemain de la création de l'Organisation des Nations unies. Une Commission spéciale l'UNSCOP (United Nations Spécial Committee on Palestine) pour la Palestine, comptant 11 membres, avait été constituée à la première session extraordinaire de l'Assemblée, en avril 1947. L'UNSCOP considérait deux options : la première étant la création d'États juif et arabe indépendants, avec la ville de Jérusalem placée sous contrôle international; la seconde consistant en la création d'un seul État fédéral, contenant à la fois un État juif et un État arabe. La majorité des membres de la Commission et sans jamais consulter la population palestinienne, a recommandé le partage (résolution n° 181) (Amnon, 1998).

Le 14 mai 1948, le Royaume-Uni mit fin à son mandat sur la Palestine et retirait ses troupes. Le même jour, vendredi 14 mai 1948 est proclamé l'État

Perspectives de gestion du conflit du Sahara occidental à la lumière d'expériences internationales

d'Israël. Le texte de la déclaration d'indépendance se référait à la décision du 29 novembre 1947 (résolution n° 181 de l'ONU), mais n'en retenait que le projet d'établir un État juif. Ni le partage de la Palestine, ni la création d'un État arabe, ni le statut spécial de Jérusalem ne sont évoqués. Tout comme ne sont pas précisées les frontières d'Israël.

Il est important de constater le jeu des forces en présence dans ce conflit. L'État Israélien fut proclamé dès le départ des Britanniques, en revanche, les Palestiniens, n'ont pas réussi à proclamer leur indépendance avant le 15 novembre 1988 (40 ans après la création de l'État hébreu). C'est lors du 19^e conseil national d'Alger que le chef de l'Organisation de Libération de la Palestine (OLP), Yasser Arafat, qui ne contrôlait à cette époque aucun territoire, a proclamé la création de l'État palestinien. Cependant, l'ambiguïté de la déclaration d'indépendance de 1988 repose sur la mention de «Palestine» qui y fait référence à l'ensemble des territoires de la Palestine, mandataire britannique d'avant 1947, incluant Israël, que l'OLP ne reconnaît pas encore. Cette déclaration d'indépendance ne s'accompagna d'aucune indépendance de facto sur les territoires occupés et n'est pas reconnue par l'ONU. (Mansour, 2019)

Les Palestiniens ont pu reprendre quelques territoires qui leur appartenaient (la Bande de Gaza et la Cisjordanie), mais jusqu'à nos jours, le conflit persiste et les propositions de résolutions s'enchaînent, mais en vain.

Le partage de la Palestine fut un fiasco diplomatique et technique. Les puissances qui ont décidé de ce partage n'ont pas instauré une feuille de route détaillée afin de garantir le bon déroulement des opérations de partage ainsi que l'établissement des deux États en question. Aussi, la non-

délimitation exacte des frontières entre les deux parties a mené au non-respect des frontières imaginaires créées lors du partage. Un dernier point majeur, qui a faussé tout le plan de paix, fut la non-proclamation de l'État palestinien et par la suite, sa non-reconnaissance par les instances internationales et étatiques.

Il faut insister sur le fait que, si l'État palestinien n'a pas été proclamé en 1948, et que si les frontières n'ont pas été respectées, c'est en grande partie à cause du fait que les Palestiniens n'ont pas été consultés, alors qu'ils étaient totalement opposés à cette option qui leur a été imposée.

Même si dans le cas du Sahara occidental, aucune partie du conflit n'a relevé la solution de partage des territoires comme issue équitable, il est nécessaire de garder à l'esprit les impératifs d'un tel processus.

5. L'autonomie du Sahara occidental :

Un Sahara occidental autonome sous souveraineté marocaine, avec comme seule perspective, un referendum d'autodétermination n'ayant comme option que l'intégration au royaume chérifien, un « referendum confirmatif », pour reprendre l'expression utilisée par le Maroc. Cette option semble être la seule proposition acceptable pour Rabat, dans la gestion du conflit du Sahara occidental. (Flici, 2009, p. 311).

Après dix années de blocage, Kofi Annan fait le constat que la date du referendum ne pouvant être fixé avec certitude (prévue initialement en 1992), que les recours pourraient même empêcher la tenue du referendum, pis encore, dans le cas où la consultation avait lieu, aucun mécanisme n'était prévu pour imposer le respect du résultat du vote.

Pour redonner une impulsion à un processus de paix enlisé, James Baker, l'envoyé personnel du secrétaire général de l'ONU au Sahara

Perspectives de gestion du conflit du Sahara occidental à la lumière d'expériences internationales

occidental, propose à trois reprises, en 2001, 2002 et 2003 des plans de sorties de crise, tous rejetés. Ces propositions se fondent sur un processus progressif : dans une première période (durant 4 ou 5 ans), une autonomie sahraouie serait mise en œuvre dans le cadre d'un État marocain souverain. Au terme de cette période, un référendum d'autodétermination déterminerait la souveraineté du territoire. (Mohsen-Finan, 2009)

L'accord-cadre du 20 juin 2001, communément appelé « la troisième voie » entre indépendance et intégration, proposait une très large autonomie à l'intérieur du royaume du Maroc, préparant un référendum sur le statut du territoire sous cinq ans. (ONU, 2001) Une proposition qui présente pour la première fois une option qui ne passe pas par un référendum préalable.

Pour le Front Polisario, il s'agit d'un abandon pur et simple du principe d'autodétermination, et de la consécration du fait accompli colonial au Sahara occidental. Le Maroc quant à lui, espérait beaucoup de cet accord-cadre qui lui était le plus favorable de toutes les solutions envisagées jusqu'alors. (Ayachi, 2021)

Le second plan de sortie de crise de février 2002, propose quatre options : imposition par l'ONU de son plan de règlement, sans exiger l'assentiment des deux parties ; imposition d'un accord-cadre révisé par James Baker ; négociation d'une partition du territoire jusqu'au 1^{er} novembre 2002 (en l'absence d'accord, la proposition serait imposée par le Conseil de sécurité) ; ou le retrait de la MINURSO. Cependant, le Conseil de sécurité, n'a pu parvenir à un accord sur aucune des quatre solutions.

En 2003, à la demande des Nations unies, une cinquième option est présentée par James Baker, à savoir l'introduction d'une troisième solution proposée aux votants lors du référendum : outre l'indépendance et

l'intégration au Maroc, les votants pourraient se prononcer pour l'autonomie à l'intérieur du royaume.

La principale objection du Maroc au plan de paix semblait être le fait que l'une des options offertes par le référendum qui devait permettre de déterminer le statut définitif du Sahara occidental était l'indépendance. Le Maroc demande donc que l'indépendance soit exclue des possibilités, ce qui rendrait l'autonomie plus que probable. En cela, le royaume revient sur le soutien qu'il avait donné à l'accord-cadre, qui envisageait l'indépendance. (Miguel C. R., 2016)

Le Front Polisario propose la reprise du premier plan de règlement. Dans son observation initiale de mars 2003, le Front Polisario a informé le secrétaire général de ses objections au plan de paix. Néanmoins, en juillet 2003, il a officiellement accepté le plan tel que présenté.

L'approbation à l'unanimité du plan Baker II (résolution 1495) par le Conseil de sécurité fut un coup dur pour le Maroc. Pour essayer d'échapper au plan Baker sans remettre en question le contenu de la résolution 1495, le Maroc a officiellement présenté, en décembre 2003, un projet pour créer la « Région Autonome du Sahara » (RAS). (Flici, 2009, pp. 317-318)

Le discours officiel consiste à dire qu'il faut rechercher une solution politique qui n'inclue pas l'autodétermination, parce que le référendum est devenu caduc et qu'il est inapplicable. La raison principale évoquée est qu'il n'est pas possible d'effectuer un recensement.

Pourtant, le royaume du Maroc lui-même a proposé, en ce décembre 2003, un référendum pour approuver son projet de la RAS. (Miguel C. R., 2006) Une proposition qui relève un nombre de questions qui mettent le Maroc face à ses propres contradictions. Pourquoi un référendum pour

Perspectives de gestion du conflit du Sahara occidental à la lumière d'expériences internationales

approuver l'autonomie peut-il avoir lieu, alors qu'il n'est pas possible de l'organiser afin de garantir l'autodétermination ? Le royaume du Maroc a admis la validité du recensement de l'ONU du 30 décembre 1999, sans la nécessité d'étudier les recours qui étaient la cause du blocage de tout les processus référendaires. Pourquoi le recensement de l'ONU de 1999 est-il valable pour une consultation confirmative sur l'autonomie et ne l'est-il pas pour un référendum d'autodétermination ? (Flici, 2009, p. 321)

Cependant, c'est le projet d'autonomie qui semble être retenu, et qui reste à l'ordre du jour des différents pourparlers qui ont suivi l'échec de l'application du plan Baker II. Ni les négociations de Manhasset à New-York entre 2007 et 2008, ni les pourparlers des tables rondes de Genève I et II de décembre 2018 et mars 2019, n'ont réussi à trouver une autre alternative de gestion du conflit du Sahara Occidental.

Le blocage est total depuis la démission de l'Allemand Horst Köhler en mai 2019, et ce n'est qu'en septembre 2021, que le Maroc donne son accord pour la nomination du diplomate italo-suédois Staffan de Mistura comme nouvel envoyé spécial des Nations unies pour le Sahara occidental. (AFP, 2021)

6. Le retour aux armes :

Le référendum d'autodétermination était la contrepartie accordée aux sahraouis en échange de la signature du cessez-le-feu de 1991. Un référendum qui semble ne plus être à l'ordre du jour des négociations relatives à la gestion du conflit sahraoui. Cet abandon laisse à penser qu'au moment où le plans Baker a écarté l'option du referendum d'autodétermination, le considérant caduc et inapplicable, pour mettre en

perspective une Troisième voie, la RASD était légitimement en droit de menacer et même de revenir à la lutte armée.

Ainsi, tout indiquait que la RASD aller finir par violer l'accord du cessez-le-feu signé sous l'égide de l'ONU en 1991 et supervisé par la Minurso, en réaction au blocage du processus de règlement du conflit, résultant du sabotage systématique du Maroc de toute initiative n'étant pas en son avantage, ou n'allant pas dans le sens de ses intérêts, mais c'est finalement le Maroc qui a rompu ce cessez-le-feu.

Après que Rabat ait lancé le 13 novembre 2020, une intervention militaire à Guerguerat, localité frontalière et démilitarisée située à l'extrême sud-ouest du Sahara occidental, le leader du mouvement indépendantiste sahraoui, Brahim Ghali, a décrété la rupture du cessez-le-feu. (Orlando, Martinez, & Crowcroft, 2020)

La violation du cessez-le-feu par le Maroc est loin d'être un acte irréfléchi et semble faire partie d'une stratégie marocaine bien ficelée. Dans un premier temps, l'intégration du Maroc de l'Union africaine, le 30 janvier 2017, marque le début d'une offensive diplomatique préparant le terrain à un leadership marocain convoité sur le continent africain, qui lui offrirait des marges de manœuvre confortables dans ses aspirations d'intégration du Sahara occidental. Un confort qui se matérialise avec l'obtention d'Israël du statut d'observateur au sein de l'Union africaine et de l'annonce de la normalisation des relations diplomatiques entre le Maroc et Israël, en décembre 2020 dans le cadre des accords d'ABRAHAM, en contrepartie d'une reconnaissance américaine de la Souveraineté marocaine sur ce territoire. Une promesse qui dénote une victoire diplomatique sans précédent pour le Maroc, alors que c'est la première fois qu'une puissance

Perspectives de gestion du conflit du Sahara occidental à la lumière d'expériences internationales

se déclare prête à reconnaître officiellement la marocanité du Sahara occidental. Cela signifie-t-il que le Maroc peut désormais compter sur ses nouveaux/anciens alliés si une guerre contre le Polisario éclate ?

Dans un contexte évolutif et de consolidation d'alliances stratégiques, qui porte à croire que le Maroc cherche à recourir à la méthode forte, le schéma annoncé par la diplomatie marocaine relève toute fois certaines ambiguïtés, à l'image de son accord pour la nomination de Staffan de Mistura comme nouvel envoyé spécial des Nations unies pour le Sahara occidental en septembre 2021. Cela veut-il dire que le Maroc à l'intention de revenir à la table des négociations ? Et si c'est le cas, sous qu'elles conditions ?

7. Conclusion :

Dans notre analyse nous avons dégagés une liste d'éléments déclencheurs, à même de désobstruer le processus de décolonisation des territoires sahraouis. La présence d'un seul des éléments suivants, peut faire la différence :

1. L'implication de l'Espagne au côté de son ancienne colonie
2. Un changement dans le système politique marocain
3. Une crise économique ou financière
4. Une reconnaissance de la déclaration unilatérale de l'indépendance du Sahara occidental
5. Imposition d'un plan de paix, non négociable, dans le respect de la légalité international
6. Opter pour la partition du Sahara occidental
7. L'organisation d'un référendum d'autodétermination au Sahara occidental à trois options : indépendance, intégration ou autonomie.

8. Le retour aux armes

Si l'un de ces cas de figure se dégage, le processus de gestion du conflit du Sahara occidental prendra un tout autre pli face à la politique du fait accompli pratiquée par le Maroc. Cependant, ces éventualités nous mettent devant une réalité certaine. Les États-Unis sont les maîtres du jeu. Sans prendre le risque de rentrer dans des clichés, il s'avère que dans l'analyse des faits de cette étude, les États-Unis ont joué un rôle déterminant dans le dénouement et le règlement des situations les plus complexes. Ainsi, se dégage l'hypothèse que l'ultime solution au conflit sahraoui serait d'arriver à faire basculer les États-Unis du côté sahraoui.

Les Armes à la main, il sera très difficile de convaincre les dirigeants sahraouis de revenir à la table des négociations, surtout pas avec comme condition préalable, la signature d'un accord de cessez-le-feu. Et pour cause, lors de la signature du cessez-le-feu de 1991, le Polisario avait l'avantage sur le terrain, mais s'est laissé illusionner par des promesses et un engagement, qui en plus de n'avoir pas été honoré, l'ont embarqué dans des considérations et des négociations qui l'ont éloigné de son objectif principal, à savoir l'organisation d'un referendum d'autodétermination du peuple sahraoui, en vue de son indépendance.

Les dirigeants du Polisario qui avaient optés pour une gestion pacifique du conflit, se sont retrouvés dos au mur. Effectivement, depuis le deal de 1991, cessez-le-feu contre l'organisation d'un referendum d'autodétermination, les voilà face à deux autres deals, qui sont loin d'être en leur avantage. Celui de « la troisième voie » entre indépendance et intégration, devenu celui d'une « Région Autonome Sahraoui », couronné par le « deal de Trump » qui prévoit une normalisation des relations israélo-

Perspectives de gestion du conflit du Sahara occidental à la lumière d'expériences internationales

marocaines contre une reconnaissance américaine de la marocanité du Sahara occidental.

Tout porte à croire que le « deal de Trump » – que son successeur, Joe Biden, n'a pas remis en cause à ce stade – a donné des ailes à la diplomatie marocaine, qui se montre beaucoup plus offensive depuis. Cependant, il faut savoir que rien ne laisse présager que les États-Unis d'Amérique vont poursuivre sur cette voie, car les enjeux sont trop importants. Le tout est donc de savoir si le jeu en vaut la chandelle.

Depuis la dite normalisation, le Maroc semble donc prendre en assurance, et n'hésite pas à faire dans la provocation. Il est vrai qu'une alliance avec Israël représente une aubaine pour le royaume chérifien, mais reste à savoir jusqu'où peut, où compte aller Israël dans son soutien au Maroc, et dans quel domaine surtout.

Ainsi, une guerre de libération nationale semble s'engager du côté sahraoui. Alors que dans le contexte actuel, c'est le Maroc qui mène le Tango, il est peu probable que les Sahraouis déposent leurs armés, comme condition préalable à d'éventuelles négociations. Après tout, l'un n'empêche pas l'autre.

Victime d'une recomposition régionale et internationale en mutation continue, le conflit du Sahara occidental pourrait entrevoir une nouvelle dynamique dans sa gestion, dans une conjoncture où les règles du jeu ne sont pas figées dans le temps.

8. Bibliographie :

Thèses :

- FLICI, N. (2009). *le Sahara occidental, dernière colonie d'Afrique*. Université de Bucarest, Roumanie: non éditer.

Interview :

- Ayachi, S. (2021, septembre 25). Sahara occidental, perspectives et enjeux. (N. FLICI, Intervieweur)

Sites web:

- AFP. (2021, septembre 15). *Feu vert du Maroc à la nomination d'un nouvel envoyé de l'ONU*. Consulté le septembre 20, 2021, sur Voice Of Africa: <https://www.voaafrique.com/a/sahara-occidental-feu-vert-du-maroc-%C3%A0-la-nomination-d-un-nouvel-envoy%C3%A9-de-l-onu/6230055.html>
- Amnon, R.-K. (1998, Mai-Juin). *Les conditions de toute résolution*. Consulté le septembre 5, 2021, sur La Revue Nouvelle: <https://www.revuenuouvelle.be/Les-conditions-de-toute-solution>
- De Koninck, R., Bernard, B., Comtois, c., & Foggin, (1999). *Quelques réflexions sur la crise financière asiatique, ses causes, ses leçons et ses conséquences*. Consulté le 7 septembre 2021, sur Erudit: <http://id.erudit.org/iderudit/022817ar>
- Dérens, J.-A. (2005, juillet). *Construire une histoire commune ? les mémoires antagonistes du Kosovo*. Consulté le 4 septembre 2021, sur Le Monde Diplomatique: <https://www.monde-diplomatique.fr/2005/07/DERENS/12352>
- Feertchak, A. (2018, février 17). *Les grandes dates de l'histoire mouvementée du Kosovo*. Consulté le 12 septembre 2021, sur Le Figaro International: <https://www.lefigaro.fr/international/2018/02/17/01003-20180217ARTFIG00018-les-grandes-dates-de-l-histoire-mouvementee-du-kosovo.php>
- Goy, R. (1999). *L'indépendance du Timor oriental*. Consulté le 2 septembre 2021, sur Persée: https://www.persee.fr/doc/afdi_0066-3085_1999_num_45_1_3561
- Hebali, V.-Y. G. (2000). *Totem et Tabou dans le conflit du Kosovo : remarques sur les limites naturelles d'une médiation internationale* .

Perspectives de gestion du conflit du Sahara occidental à la lumière d'expériences internationales

Consulté le 15 septembre 2021, sur Cultures et Conflits:

<https://doi.org/10.4000/conflits.314>

- Mansour, S. (2019). *L'ONU et les Palestiniens : de l'ambiguïté à l'impuissance*. Consulté le 2 septembre 2021, sur Cahiers d'Histoire: <https://doi.org/10.4000/chrhc.10413>
- Miguel, C. R. (2016, octobre 6). *Le projet marocain d' « autonomie » de 2003 pour le Sahara Analyse et conséquences pour l'avenir*. Consulté le 8 septembre 2021, sur Academia: https://www.academia.edu/24908425/Le_projet_marocain_d_autonomie_de_2003_pour_le_Sahara_Analyse_et_consquences_pour_l_avenir.
- Mohsen-Finan, K. (2009). *Sahara occidental : divergences profondes autour d'un mode de règlement*. Consulté le 1^{er} Octobre 2021, sur l'Année du Maghreb in Open édition Journals: <https://journals.openedition.org/anneemaghreb/697#ftn4>
- ONU, P. (2001, Juin 29). *Le conseil encourage les parties à examiner le projet d'accord-cadre sur le statut du sahara occidental*. Consulté le 12 Septembre 2021, sur Nations Uniespresse: <https://www.un.org/press/fr/2001/CS2162.doc.htm>
- Orlando, R., Martinez, M., & Crowcroft. (2020, 11 20). *Sahara occidental : le Front Polisario et le Maroc sur le chemin de la guerre ?* Consulté le 4 septembre 2021, sur Euronews: <https://fr.euronews.com/2020/11/20/sahara-occidental-le-front-polisario-et-le-maroc-sur-le-chemin-de-la-guerre>
- Ramonet, I. (2007, juillet). *Kosovo*. Consulté le septembre 11, 2021, sur Le Monde Diplomatique: <https://www.monde-diplomatique.fr/2007/07/RAMONET/14915>
- Saldanha, A. (2010). *Révolution de oeuillets: transition sociopolitique et démocratisation au Portugal*. Consulté le 5 Septembre 2021, sur ILCEA: <https://journals.openedition.org/ilcea/872>
- Silva, L. M. (1997). *Timor oriental, la difficile bataille du droit*. Consulté le septembmre 6, 2021, sur Persée: https://www.persee.fr/doc/luso_1257-0273_1997_num_4_1_1081